



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
EN APPLICATION DES ARTICLES R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE



REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**Mission de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications
informatiques et maintien en Conditions Opérationnelles**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES FIXEE AU :

14 AVRIL 2025 A 12H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
2.1 Procédure	3
2.2 Type de marché public	3
2.3 Décomposition en lots	3
2.4 Forme	3
2.5 Etendue du marché	Erreur ! Signet non défini.
2.6 Durée	3
2.7 Délais d'exécution	4
2.8 Codes nomenclature CPV	4
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 Variantes	4
3.2 Prestations supplémentaires éventuelles	4
3.3 Modifications au marché public et marché complémentaire	4
3.4 Unité monétaire	4
3.5 Délai de validité des offres	5
3.6 Conditions de participation des concurrents	5
3.7 Sous traitance	5
3.8 Mode de financement et de règlement du marché	5
3.9 Garantie et cautionnement	6
3.10 Marchés publics réservés	6
ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1 Contenu du dossier de consultation	6
4.2 Obtention du dossier de consultation	6
ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – MODIFICATION DCE	6
5.1 Renseignements complémentaires	6
5.2 Modifications du dossier de consultation	7
ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER	7
6.1 Documents relatifs à la candidature	7
6.2 Documents relatifs à l'offre	7
6.3 Documents supplémentaires	8
ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS	9
7.1 Transmission par voie dématérialisée	9
7.2 Non-respect des dates et heure limites	9
ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES	9
8.1 Sélection des candidatures	9
8.2 Jugement des offres	10
ARTICLE 9 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE	11
ARTICLE 10 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS	11
ARTICLE 11 - RECOURS	11

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché public a pour objet des missions de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications informatiques et maintien en Conditions Opérationnelles.

ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offre ouverte passée en application des articles R.2161-2 à A R.2161-5 du Code la Commande Publique.

2.2 Type de marché public

Marché(s) public(s) de services : <input checked="" type="checkbox"/>
Catégorie de service : 7

2.3 Décomposition en lots

L'Accord cadre est alloti de la manière suivante :

- Lot 1 : Mission de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications informatiques générales et maintien en conditions opérationnelles
- Lot 2 : Mission n°1 de responsable d'application expert à plein temps
- Lot 3 : Mission n°2 de responsable d'application senior à plein temps

2.4 Forme

2.4.1 Pour le lot 1

Le marché public est un accord-cadre ne fixant pas toutes les stipulations contractuelles et donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article R. 2162 du code la Commande Publique du relatif aux marchés publics et au CCAP du présent accord-cadre.

Conformément au 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais pour un montant maximum de 1 500 000 € HT pour toute la durée du marché public.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire tels que définis au référentiel de prix concernés.

L'accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre d'opérateurs économiques retenus est au maximum au nombre de trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

2.4.2 Pour les lots 2 et 3

Les lots 2 et 3 sont des marchés ordinaires. Les marchés publics seront traités à prix global et forfaitaire tel que mentionné dans les Actes d'Engagements et aux DPGF.
Les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur cette base.

2.5 Durée

2.5.1 Pour le lot 1

L'accord-cadre est conclu pour une période allant de sa date de notification jusqu'au 25 aout 2026.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette date de fin de marché correspond à la date de fin de l'accord-cadre du CHU de Rouen.

2.5.2 Pour les lots 2 et 3

Les marchés publics sont conclus pour une période de 220 jours ouvrés compter de la date de notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

2.6 Délais d'exécution

Les délais contractuels d'exécution sont indiqués aux CCTP.

2.7 Codes nomenclature CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont:

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
72246000-1	71336000-2

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Variantes

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

3.2 Prestations supplémentaires éventuelles

L'accord-cadre ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

3.3 Modifications au marché public et marché complémentaire

Le CHU de Rouen se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

3.4 Unité monétaire

La monnaie utilisée est l'euro.

3.5 Délai de validité des offres

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.6 Conditions de participation des concurrents

L'accord-cadre peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU de Rouen.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

- Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

- Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) public(s) :

Le CHU de Rouen ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché public.

3.7 Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus aux articles L 2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique :

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au CHU-Hôpitaux de Rouen une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

3.8 Mode de financement et de règlement du marché

Les dépenses relatives au présent accord-cadre sont financées par imputation au budget propre du CHU de Rouen.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCAP.

3.9 Garantie et cautionnement

Sans objet.

3.10 Marchés publics réservés

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- Les Actes d'Engagements et leurs annexes financières :
 - Pour le lot 1 : L'acte d'engagement et son annexe référentiel prix
 - Pour le lot 2 : l'acte d'engagement et son annexe DPGF
 - Pour le lot 3 : l'acte d'engagement et son annexe DPGF
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : Présentation générale du CHU de Rouen
 - Annexe 2 : Présentation démarche numérique responsable
 - Annexe 3 : Fiche pratique CHORUS
- La charte du bon usage des technologies numériques – Volet Prestataires ;
- Le document des Clauses sous-traitance RGPD
- Le document des Clauses SSI et SSI Contact
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lots
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- Fiche pratique CHORUS ;

4.2 Obtention du dossier de consultation

Les opérateurs économiques peuvent télécharger le dossier de consultation des entreprises (DCE) dans son intégralité à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – MODIFICATION DCE

5.1 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements **d'ordre administratif et technique** pourront être obtenus :

- Par voie électronique, en utilisant le lien « Déposer une question » figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les opérateurs économiques disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les opérateurs économiques ayant retiré un dossier de consultation.

5.2 Modifications du dossier de consultation

Le CHU de Rouen se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation des entreprises.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque soumissionnaire devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre définies ci-après.

6.1 Documents relatifs à la candidature

Dans une première sous-pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du soumissionnaire modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Les bilans, comptes de résultats et annexes des trois derniers exercices clos (feuillet CERFA 2050 à 2065) – ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois ans – qui ont été certifiés par un commissaire aux comptes, ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France.
- Description du plan stratégique global de la société
- Références de prestation au sein de structure similaire ou comparable au CHU Rouen Normandie
- Certifications ISO de la société ou équivalent
- Présentation des effectifs
- Organigramme avec effectif par domaine
- Taux de rotation des effectifs
- De la qualification du personnel dirigeant

6.2 Documents relatifs à l'offre

Pour le lot 1 :

- L'acte d'engagement à renseigner, signer par une personne habilitée à engager la société (ou les sociétés en cas de groupement) et son annexe le référentiel de prix ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE),
- Le mémoire technique du candidat comprenant les éléments suivants :

- la méthodologie employée et les actions envisagées pour répondre aux objectifs et aux besoins du CHU et analyse de la problématique, modalités d'intervention et d'exécution des prestations, processus de communication avec le CHU, déroulement de l'exécution, exemples de livrables ;
 - la présentation de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations, les qualifications professionnelles de chacun des membres qui la compose, l'expérience dans le domaine objet du présent accord cadre, (CV nominatif, titres de compétences, expériences prestations similaires...) ;
 - les coordonnées d'un interlocuteur unique de l'entreprise dédié au CHU et facilement joignable.
- Un relevé d'identité bancaire ;
 - Les documents de clauses SSI, contacts SSI et RGPD

Pour les lots 2 et 3 :

- L'acte d'engagement à renseigner, signer par une personne habilitée à engager la société (ou les sociétés en cas de groupement) et son annexe le référentiel de prix ;
 - La DPGF
 - Le mémoire technique du candidat comprenant les éléments suivants :
 - le CV nominatif de l'intervenant proposé accompagné d'une note listant les réalisations probantes de l'intervenant
 - les délais d'intervention pour répondre à la mission définie au CCTP
- Un relevé d'identité bancaire ;
 - Les documents de clauses SSI, contacts SSI et RGPD

L'ensemble des documents devront être **complétés**.

6.3 Documents supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales :
 - Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.
 - Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
2. L'attestation d'assurance civile en cours de validité.

6.4 Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes

L'Acte d'Engagement (AE) est la pièce dans laquelle il présente son offre et adhère aux clauses que le CHU Rouen a rédigées.

Concernant l'avance, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le cadre de référentiel de prix est à renseigner sans n'y apporter aucune modification. Il est rappelé que tous les postes prévus dans le référentiel de prix doivent obligatoirement être renseignés par les soumissionnaires.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les **soumissionnaires** doivent impérativement **transmettre leur offre par voie dématérialisée** (électronique)

7.1 Transmission par voie dématérialisée

Le CHU de Rouen permet aux soumissionnaires de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article 6 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page 1 du règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU de Rouen
DSI
1, Rue de Germont
Cour d'Honneur - Porte 5
76031 ROUEN Cedex

Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

7.2 Non-respect des dates et heure limites

Quel que soit le mode de transmissions des dossiers, les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ainsi que ceux remis sous enveloppe non close, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leur auteur. Les plis sous forme numérique parvenant hors délai seront détruits.

ARTICLE 8 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R. 2142-5 à R.2142-14 et R.2142-25 du code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :

- ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
- ☐ Niveau spécifique minimal exigé.

La capacité économique et financière des candidats sera évaluée sur la base des bilans extraits de bilans ou compte de résultats fournis par les candidats. Elle permettra de garantir que le candidat possède pleinement les ressources économiques et financières pour assurer, sur la durée totale du marché, les prestations objet de l'accord-cadre.

- Capacité technique :

- ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
- ☐ Niveau spécifique minimal exigé.

La capacité professionnelle sera évaluée sur les références de prestation au sein de structure similaire ou comparable au CHU Rouen Normandie, et sur les éventuelles certifications ISO ou équivalent de la société. Elle permettra de garantir que le candidat possède pleinement l'expérience nécessaire pour exécuter le marché en assurant un niveau de qualité approprié.

Les moyens humains du candidat seront évalués sur la base de présentation des effectifs, organigramme avec effectif par domaine, taux de rotation, de la qualification du personnel dirigeant. Elle permettra de garantir que le candidat possède pleinement les ressources humaines et techniques nécessaires à l'exécution du marché.

Les candidats ne pouvant justifier d'un des 2 critères pourra voir sa candidature non retenue. Les candidats non retenus en sont informés.

8.2 Jugement des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le CHU de Rouen peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le CHU de Rouen se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

Pour le lot 1 :

- Prix (60 %), ce critère sera apprécié au regard du prix figurant dans le DQE ;
- Qualité et pertinence de la méthodologie employée et actions envisagées pour répondre aux objectifs et aux besoins du CHU (Organisation, encadrement, ...) 10% ;
- Qualité et adéquation des intervenants dédiés à l'exécution des prestations (Compétences, expériences, références « cas client », témoignages clients, CV ...) : 30%

Pour les lots 2 et 3 :

- Qualité de l'intervenant sur la base du CV nominatif et de la note de réalisations probantes (Expériences et compétences en développement informatique, en gestion de projets informatiques, en gestion de crise, en gestion de relation/support fournisseur, gestion de maintien d'application en condition opérationnelles) : 60 %
- Prix des prestations sur la base du montant global et forfaitaire indiqué dans l'Acte d'Engagement : 30 %
- Délai de mise à disposition de ou des intervenants pressentis et proposés par le candidat dans son mémoire technique : 10 %

ARTICLE 9 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

Pour le lot 1, les soumissionnaires retenus sont les opérateurs économiques arrivant aux 3 premières places du classement.

Pour les lots 2 et 3, le soumissionnaire retenu est l'opérateur économique arrivé en tête suite à l'analyse des offres.

Pour mémoire, les soumissionnaires retenus pour se voir attribuer le marché devront remettre, dans le délai indiqué par le CHU de Rouen dans sa demande :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, à défaut, document équivalent ;
- la copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

ARTICLE 10 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R.2181 1 et R.2181 2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 11 - RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen
53, rue Gustave Flaubert
76000 Rouen Cedex
(e-mail):greffe.ta-rouen@juradm.fr
Téléphone : 02 35 58 35 00
Fax : 02 35 58 35 03

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.